

**PARLEMENT DE LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE**

SESSION ORDINAIRE 2012-2013

14 JANVIER 2013

PROPOSITION D'ORDONNANCE

**portant modification
de l'article 59 du Code des droits de succession**

RAPPORT

fait au nom de la
commission des Finances, du Budget,
de la Fonction publique,
des Relations extérieures et
des Affaires générales

par M. Eric TOMAS (F)

Ont participé aux travaux de la commission :

Membres effectifs : Mmes Françoise Dupuis, Anne Sylvie Mouzon, Olivia P'Tito, M. Eric Tomas, Mme Zakia Khattabi, M. Olivier de Clippele, Mme Marion Lemesre, MM. Emmanuel De Bock, Joël Riguelle, Jean-Luc Vanraes, Mmes Sophie Brouhon, Brigitte De Pauw.

Membres suppléants : Mmes Céline Delforge, Françoise Schepmans, Viviane Teitelbaum, Béatrice Fraiteur.

Autres membres : M. Paul De Ridder, Mme Gisèle Mandaila, M. Alain Maron, Mme Caroline Persoons.

Voir :

Document du Parlement :
A-164/1 – 2010/2011 : Proposition d'ordonnance.

**BRUSSELS
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

GEWONE ZITTING 2012-2013

14 JANUARI 2013

VOORSTEL VAN ORDONNANTIE

**tot wijziging van artikel 59 van het Wetboek der
Successierechten**

VERSLAG

uitgebracht namens de
commissie voor de Financiën,
Begroting, Openbaar Ambt,
Externe Betrekkingen en
Algemene Zaken

door de heer Eric TOMAS (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

Vaste leden : mevr. Françoise Dupuis, mevr. Anne Sylvie Mouzon, mevr. Olivia P'Tito, de heer Eric Tomas, mevr. Zakia Khattabi, de heer Olivier de Clippele, mevr. Marion Lemesre, de heren Emmanuel De Bock, Joël Riguelle, Jean-Luc Vanraes, mevr. Sophie Brouhon, mevr. Brigitte De Pauw.

Plaatsvervangers : mevr. Céline Delforge, mevr. Françoise Schepmans, mevr. Viviane Teitelbaum, mevr. Béatrice Fraiteur.

Andere leden : de heer Paul De Ridder, mevr. Gisèle Mandaila, de heer Alain Maron, mevr. Caroline Persoons.

Zie :

Stuk van het Parlement :
A-164/1 – 2010/2011 : Voorstel van ordonnantie.

I. Exposé de la co-auteure de la proposition d'ordonnance

Mme Françoise Schepmans rappelle en guise d'introduction de cette proposition d'ordonnance portant modification du Code des droits de succession que, s'il y a beaucoup de choses à dire contre la charité, le reproche le plus grave qu'on puisse lui faire, c'est sans doute de n'être pas assez pratiquée... Cette phrase fut prononcée en son temps par le président Georges Clémenceau.

De la même manière, l'esprit de la proposition d'ordonnance est directement inspiré des activités de l'ASBL EMO qui représente plus de 70 acteurs belges... Handicap International, Child Focus, le FNRS, OXFAM, Médecins du Monde, etc. qui organisent depuis plusieurs années des campagnes de sensibilisation pour les legs aux bonnes causes.

À l'heure actuelle, nombreux sont les citoyens qui prennent conscience de la possibilité de soutenir un musée, un centre d'accueil pour toxicomanes ou encore un club de lecture, par le biais de leur testament. Associer un objectif éthique, des convictions philosophiques ou tout simplement des considérations altruistes à une succession est un acte mûrement réfléchi et qui commence à gagner les esprits. Néanmoins, de l'hypothèse au geste, il y a encore de la marge tant les donateurs sont très nettement majoritaires face aux testataires dans notre pays.

On estime par exemple que les legs représentent en moyenne seulement 5% des recettes des ONG belges, alors que les taux observés se situent autour de 30% chez nos voisins néerlandais et allemands.

En ce qui concerne notre Région et selon des chiffres communiqués par le gouvernement, 437 legs philanthropiques ont été comptabilisés en 2007 suivis de 532 actes en 2009. Au-delà des chiffres, il importe de noter l'existence d'une tradition qui mérite vraiment d'être encouragée tant elle présente de nombreux avantages. Mme Schepmans en cite trois, largement partagés par le secteur associatif :

- la contribution à la diversification des recettes des bénéficiaires et, partant, l'amortissement des risques liés à la diminution ou à la cessation des subsides publics ;
- le financement d'activités souvent novatrices et ce dans des secteurs qui sont peu ou pas soutenus par les pouvoirs publics ;
- le renforcement de la responsabilisation des bénéficiaires tenus à la réputation de bonne gestion comptable et financière.

Or, la Région bruxelloise est l'entité politique en Belgique qui applique actuellement les tarifs les plus élevés au niveau des droits de succession et de mutation par décès, pour les

I. Uiteenzetting van de mede-indiener van het voorstel van ordonnantie

Bij wijze van inleiding tot dit voorstel van ordonnantie tot wijziging van het Wetboek van Successierechten, wijst mevrouw Françoise Schepmans erop dat er veel in te brengen valt tegen liefdadigheid, maar dat het grootste verwijt wellicht is dat er niet genoeg aan liefdadigheid gedaan wordt... Die uitspraak werd destijds gedaan door president Georges Clémenceau.

Het voorstel van ordonnantie is rechtstreeks gebaseerd op de activiteiten van de vzw EMO die meer dan 70 Belgische actoren (Handicap International, het FNRS, OXFAM, Dokters van de Wereld, enz.) vertegenwoordigt en al verschillende jaren bewustmakingscampagnes opzet voor legaten aan goede doelen.

Op dit ogenblik zijn er veel burgers die zich bewust worden van de mogelijkheid om via hun testament een museum, een opvangcentrum voor drugsverslaafden of nog een leesclub te steunen. Bij de successieplanning rekening houden met een ethische doelstelling, levensbeschouwelijke overtuiging of gewoonweg altruïstische overwegingen is een wel overwogen initiatief dat ingang begint te vinden. Er is echter nog heel wat progressiemarge zolang het aantal schenkers in ons land duidelijk groter is dan het aantal erflaters.

Men schat bijvoorbeeld dat de legaten gemiddeld slechts 5% van de ontvangsten van de Belgische NGO's uitmaken, terwijl de percentages bij onze Nederlandse en Duitse burens rond de 30% schommelen.

Wat ons Gewest betreft, werden volgens door de Regering meegedeelde cijfers 437 filantropische legaten geteld in 2007, gevolgd door 532 akten in 2009. Afgezien van de cijfers dient te worden gewezen op het bestaan van een traditie die werkelijk aangemoedigd moet worden, omdat ze veel voordelen biedt. Ik vermeld er slechts drie, waarmee de verenigingssector in grote mate instemt:

- de bijdrage tot de diversifiëring van de ontvangsten van de begunstigen en daardoor de vermindering van de risico's verbonden aan de inkrimping of stopzetting van de overheidssubsidies;
- de financiering van vaak innoverende activiteiten in sectoren die weinig of niet gesteund worden door de overheden;
- een grotere responsabilisering van de begunstigen die hun reputatie van goed boekhoudkundig en financieel beheer hoog moeten houden.

Het Brussels Gewest is evenwel de politieke entiteit in België die op dit ogenblik de hoogste tarieven inzake rechten van successie en overgang bij overlijden toepast op legaten

legs attribués à la catégorie des ASBL, des mutualités, des ONG ou encore des fondations privées. Cette situation n'est pas propice à encourager la philanthropie tant que les Bruxellois peuvent nourrir le sentiment légitime que leur altruïsme est lourdement pénalisé au regard des taux pratiqués en Flandre, en Wallonie, voire même chez certains de nos voisins européens où l'exonération des droits est d'application.

C'est pourquoi l'objectif de la présente proposition d'ordonnance vise tout simplement à modifier l'article 59 du Code des droits de succession de sorte à réduire de 50% les taux bruxellois en vigueur et de les rapprocher de ceux appliqués chez nos voisins flamands et wallons. Dans les faits, selon que les structures issues de la catégorie précitée bénéficient d'un agrément fédéral ou pas, il s'agit de la déductibilité fiscale des libéralités qu'elles reçoivent. Les droits de succession sur les legs passeraient de 12,5% à 6,6% et de 25% à 12,5%.

Cette réforme fiscale constituerait un signal fort et un encouragement significatif à l'égard des citoyens qui semblent de plus en plus nombreux à envisager de soutenir des causes qui leur survivent. En outre, si notre Région peut sembler légèrement perdante dans l'opération, il convient de souligner que ce qui est perdu d'une main, serait directement réaffecté de l'autre dans des projets à finalités culturelles, sociales, éducatives ou sportives, en ce compris ceux sur le territoire bruxellois.

Selon des chiffres communiqués par le Gouvernement, on pouvait estimer au dépôt de cette proposition d'ordonnance que les legs aux pouvoirs publics et aux bonnes œuvres représentaient 2% des recettes régionales perçues au titre des droits de succession, soit un peu plus de 7 millions d'euros. Notre proposition ne vise qu'à réduire une partie de ce montant. Cela donne un éclairage sur quoi porte le débat.

Ce projet ne présente pas un caractère partisan et il s'inscrit directement en phase avec les demandes et les besoins du tissu associatif bruxellois. Il n'est pas non plus présenté sur le mode du tout ou rien. Le groupe MR est ouvert à d'éventuels amendements pour peu qu'ils contribuent à soutenir cette initiative.

II. Discussion générale

Mme Zakia Khattabi rappelle que l'enfer est pavé de bonnes intentions. D'un premier abord, on pourrait souscrire à la proposition d'ordonnance. Or, la logique qui la sous-tend, n'a pas été suivie jusqu'au bout.

Mme Schepmans omet de dire que sont visées aussi dans le texte proposé certaines catégories notamment les fondations privées dont il est actuellement beaucoup question. On connaît toutes les dérives et les excès qui existent.

Pourquoi légiférer au niveau régional alors que l'on sait que le niveau fédéral y réfléchit?

aan vzw's, ziekenfondsen, NGO's of nog privéstichtingen. Dat moedigt geen filantropie aan, zolang de Brusselaars het terechte gevoelen kunnen hebben dat hun altruïsme zwaar afgestraft wordt in vergelijking met de tarieven die gehanteerd wordt in Vlaanderen, Wallonië of zelfs in sommige van onze Europese buurlanden, waar de legaten vrijgesteld zijn van successierechten.

Dit voorstel van ordonnantie strekt er dan ook toe artikel 59 van het Wetboek van Successierechten zo te wijzigen dat het vigerende Brusselse tarief met 50% wordt verlaagd en wordt afgestemd op het tarief dat bij onze Vlaamse en Waalse burens wordt gehanteerd. In de praktijk, en naargelang de structuren van de voornoemde categorie al dan niet een federale erkenning hebben, betreft het de fiscale aftrekbaarheid van de giften die ze krijgen. De successierechten op de legaten zouden dalen van 17,5% tot 6,6% en van 25% tot 12,5%.

Die fiscale hervorming zou een sterk signaal en een grotere aanmoediging zijn voor de burgers van wie er steeds meer aan denken om na hun dood goede doelen te steunen. De hervorming zou weliswaar een klein verlies voor ons Gewest met zich brengen, maar er moet bovendien onderstreept worden dat wat enerzijds wordt verloren anderzijds rechtstreeks wordt toegewezen aan projecten met culturele, sociale, educatieve of sportieve doelen, waarvan er zich ook op het Brussels grondgebied bevinden.

Volgens cijfers van de Regering, zouden de legaten aan overheden en goede werken op het moment dat dit voorstel van ordonnantie wordt ingediend, goed zijn voor 2% van de gewestelijke ontvangsten uit successierechten, zijnde iets meer dan 7 miljoen euro. Ons voorstel strekt er enkel toe een deel van dat bedrag te verminderen. Dat maakt duidelijk waarover het debat gaat.

Dat initiatief dient geen partijbelangen en komt rechtstreeks tegemoet aan de verzuchtingen en behoeften van de Brusselse verenigingen. Het is ook niet te nemen of te laten. De MR-fractie staat open voor eventuele amendementen voor zover ze bijdragen tot het ondersteunen van het initiatief.

II. Algemene bespreking

Mevrouw Zakia Khattabi wijst erop dat de weg naar de hel geplaveid is met goede voornemens. Op het eerste gezicht zou men het voorstel van ordonnantie kunnen steunen. De achterliggende logica werd echter niet tot het einde gevolgd.

Mevrouw Schepmans vergeet te zeggen dat het voorstel ook slaat op bepaalde categorieën, waaronder de privéstichtingen, die thans veelvuldig over de tongen gaan. Het is wel bekend dat er veel ontsparingen en excessen bestaan.

Waarom maakt men wetgeving op gewestelijk niveau terwijl men weet dat het federale niveau daarover nadenkt?

Il est faux de prétendre que la mesure profiterait à l'associatif bruxellois dans la mesure où c'est la personne qui fait le legs qui ouvre la question de la taxation. Rien ne permet d'affirmer qu'un Bruxellois donnera à une association bruxelloise.

Il convient d'abord de régler les aspects fiscaux des fondations. L'apport permet d'échapper à la taxation prévue en cas de legs. L'actualité récente illustre comment on peut instrumentaliser la révision faite en 2002 sur les fondations.

Si l'objectif est bien de soutenir les démarches philanthropiques il y a lieu dans le texte proposé de conditionner la diminution fiscale pour les fondations privées en indiquant par exemple qu'il n'y pas de distribution de patrimoine de la fondation aux bénéficiaires ou de mieux préciser le but de la fondation, à savoir un but social ou philanthropique garanti pas le statut et soumis au contrôle de l'administration fiscale.

Pour ces raisons le groupe Écolo ne soutiendra pas le texte proposé. Le groupe Écolo a déposé dans le passé des propositions sur l'agrément des associations. Son groupe n'est pas fermé aux débats mais en l'état, les éléments ne sont pas tous réunis pour que l'objectif honorable tel que présenté soit réellement atteint.

M. Olivier de Clippele rappelle que la proposition date du 4 mars 2011. Il ne porte pas la date de publication de la fondation de la Reine Fabiola. Les deux causes ne sont donc pas jointes.

Pourquoi la Région bruxelloise connaît-elle un taux anormalement élevé de taxation des legs testamentaires aux ASBL? Dans les deux autres Régions, ces taux sont nettement plus bas. Donc, pourquoi vouloir être les seuls? Le groupe MR en appelle à supprimer la confusion et à rejoindre la normalité de la taxation des deux autres Régions.

Le legs en duo est intéressant dès lors que le taux de taxation de l'œuvre caritative est bas. Maintenir des taux plus élevés que dans les deux autres Régions favorisera les legs en duo en faveur d'œuvres wallonnes ou flamandes. Le ministre a d'ailleurs répondu récemment dans une question parlementaire que le legs en duo est parfaitement réglementaire et n'est pas reconnu comme un abus fiscal.

Mme Brigitte De Pauw répète que son groupe est surtout demandeur d'une suppression des droits de succession pour le conjoint survivant. En effet, l'accord de gouvernement le prévoit, mais c'est impossible actuellement, eu égard aux restrictions budgétaires. C'est d'abord à cela qu'il faut s'atteler.

Mme Caroline Persoons rappelle les débats antérieurs sur le code des droits de succession. À l'époque, ce haut taux avait suscité de vifs débats. Le taux de 25% pour des legs

Het is niet juist dat de maatregel ten goede zou komen aan de Brusselse verenigingen in zoverre de woonplaats van de persoon die het legaat schenkt, bepalend is voor de belasting. Het is helemaal niet zeker dat een Brusselaar aan een Brusselse vereniging zal schenken.

Eerst dienen de fiscale aspecten van de stichtingen te worden geregeld. De inbreng maakt het mogelijk om aan de belasting te ontsnappen in geval van een legaat. Uit de recente actualiteit blijkt hoe men de herziening in 2002 van de regeling betreffende de stichtingen kan aanwenden.

Indien het wel degelijk de bedoeling is om liefdadigheid te ondersteunen, zou het aangewezen zijn om in de voorgestelde tekst voorwaarden te stellen voor de fiscale vermindering voor de privéstichtingen, door er bijvoorbeeld op te wijzen dat het vermogen van de stichting niet wordt uitgedeeld aan de begunstigen of door een betere omschrijving te geven van het doel van de stichting, namelijk een maatschappelijk of filantropisch doel dat gegarandeerd wordt door het statuut en onderworpen is aan de controle van de belastingadministratie.

Om die redenen zal de Ecolo-fractie de voorgestelde tekst niet steunen. De Ecolo-fractie heeft in het verleden voorstellen over de erkenning van de verenigingen ingediend. De fractie staat open voor de debatten, maar bij de huidige stand van zaken zijn niet alle elementen aanwezig opdat het voorgestelde lovenswaardige doel daadwerkelijk kan worden bereikt.

De heer Olivier de Clippele herinnert eraan dat het voorstel dateert van 4 maart 2011. Het dateert dus van vóór de oprichting van de Koningin Fabiolastichting. Het gaat dus over twee verschillende zaken.

Waarom past het Brussels Gewest een abnormaal hoog heffingstarief toe op de testamentaire legaten aan vzw's? In de twee overige Gewesten is het tarief veel lager. Waarom wil men dus de enige zijn? De MR-fractie roept op om een einde te maken aan de verwarring en over te stappen op het normale belastingtarief van de overige twee Gewesten.

Het duolegaat is interessant aangezien het belastingtarief voor het liefdadigheidswerk laag is. Als er hogere tarieven dan in de overige twee Gewesten worden behouden, zal dat de duolegaten ten gunste van Waalse of Vlaamse liefdadigheidswerken bevoordelen. De minister heeft trouwens onlangs op een parlementaire vraag geantwoord dat het duolegaat volkomen volgens de regels is en niet wordt beschouwd als belastingontduiking.

Mevrouw Brigitte De Pauw herhaalt dat haar fractie vooral vragende partij is voor de afschaffing van de successierechten voor de langstlevende echtgenoot. Dit staat immers in het regeerakkoord maar is momenteel niet mogelijk gelet op de budgettaire beperkingen. Hier dient eerst werk van gemaakt te worden.

Mevrouw Caroline Persoons herinnert aan de vorige debatten over het wetboek van successierechten. Het hoge tarief had destijds de debatten sterk doen oplaaien. Het tarief

aux ASBL privées avait été critiqué car il pénalise les legs en duo.

Il est clair que ces legs sont une manière de soutenir des associations et des projets qui le méritent. Les taux actuels pénalisent les donateurs et les associations. Il faut donc faire évoluer la législation. Il n'y a pas que la fondation de la Reine Fabiola qui doive être évoquée à ce sujet. L'oratrice salue le travail remarquable de toute une série de fondations privées. Elle cite notamment la fondation du docteur Portray et salue les objectifs remarquables qu'elle vise.

Ces fondations pallient la difficulté de réaliser certaines missions publiques. L'oratrice estime en conclusion que le code pénalise la réalisation de nombreux projets essentiels. En diminuant les droits de succession, la Région diminue ses recettes. Or en diminuant les droits de succession, on augmentera les possibilités de legs. Les deux phénomènes se compenseront sans doute tout en faisant bénéficier les gens d'une série de projets socio-culturels. Mme Persoons regrette que le groupe Écolo rejette une telle proposition pleine de bon sens.

M. Joël Riguelle estime que la proposition mérite attention puisqu'elle rejoint des objectifs repris dans l'accord du Gouvernement. Le fond du problème ne concerne pas la possibilité pour des associations bruxelloises d'en bénéficier. Il est exact que d'autres mesures fiscales sont prioritaires. Il convient de proposer un ensemble de mesures cohérent. Le ministre peut-il indiquer quel sera le manque à gagner de cette mesure? Dans la mesure où ces associations reprennent certaines activités sociales, l'action publique s'en trouvera allégée d'autant. Le cdH prône le principe de la subsidiarité. M. Riguelle est donc assez ouvert à cette proposition d'ordonnance.

M. Jean-Luc Vanraes estime que les objectifs de la législation existante sont bons. Il y a toujours un écart entre les objectifs et les réalisations. Cette législation a donné lieu à des réalisations positives, de même qu'à des abus. De nouvelles mesures ne doivent toutefois pas permettre d'éluider plus facilement la législation. Il est nécessaire de mener une réflexion sur les droits de succession dans leur ensemble. Il faut également se demander pourquoi on élude une législation. La fiscalité joue un rôle social. Eu égard aux moyens limités, une diminution des charges doit être apportée là où elle est le plus socialement responsable.

Durant la formation du gouvernement, l'Open Vld a plaidé pour des mesures en faveur du conjoint survivant. C'est, et cela reste une priorité.

Mme Anne Sylvie Mouzon ne voit pas son groupe voter la proposition d'ordonnance tant qu'elle ignore l'impact budgétaire de la mesure. Lesdits taux ont été fixés dans un ensemble eu égard à l'équilibre budgétaire. S'il s'agit de changer, le groupe PS est fortement attaché aux taux différenciés suivant le fait que le legs est fait à une institution

van 25% voor legaten aan privé-vzw's werd bekritiseerd, onder meer wegens de benadeling van het duolegaat.

Het is duidelijk dat die legaten een manier zijn om verenigingen en projecten die het verdienen te ondersteunen. De huidige tarieven benadelen de schenkers en de verenigingen. De wetgeving moet dus evolueren. In dat verband hoeft niet enkel van de Koningin Fabiolastichting te worden gesproken. De spreekster is ingenomen met het opmerkelijke werk van een hele reeks privéstichtingen. Ze verwijst onder meer naar de stichting van dokter Portray en naar de opmerkelijke doelstellingen.

Die stichtingen zwakken de moeilijkheid af bepaalde overheidsopdrachten uit te voeren. De spreekster besluit dat het Wetboek de uitvoering van een groot aantal essentiële projecten bemoeilijkt. Als het Gewest de successierechten verlaagt, verlaagt het zijn ontvangsten. Als de successierechten dalen, komen er echter meer mogelijkheden om legaten toe te kennen. De twee zaken zullen elkaar wellicht compenseren en een reeks socioculturele projecten ten gunste van de bevolking bevorderen. Mevrouw Persoons betreurt dat de Ecolo-fractie een voorstel, dat van gezond verstand getuigt, verwerpt.

De heer Joël Riguelle vindt dat het voorstel aandachtig onderzocht moet worden, aangezien het doelstellingen nastreeft die in het Regeerakkoord zijn opgenomen. De kern van het probleem is niet de mogelijkheid voor de Brusselse verenigingen om daar hun voordeel mee te doen. Het is juist dat andere fiscale maatregelen voorrang hebben. Er dient een coherent geheel van maatregelen te worden voorgesteld. Kan de minister meedelen hoeveel geld het Gewest zal verliezen door die maatregel? In zoverre die verenigingen bepaalde sociale activiteiten overnemen, wordt de overheid ontlast. De cdH huldigt het principe van de subsidiariteit. De heer Riguelle staat dus vrij open voor het voorstel van ordonnantie.

De heer Jean-Luc Vanraes is van mening dat de bestaande wetgeving goede doelstellingen dient. Er bestaat steeds een verschil tussen de doelstellingen en de realisaties. Er zijn gunstige realisaties als gevolg van deze wetgeving net zoals er misbruiken bestaan. Nieuwe maatregelen dienen de afwending van de wetgeving evenwel niet te vermakelijken. Een reflectie over de successierechten in hun geheel is noodzakelijk. Men dient zich ook af te vragen waarom men de wetgeving afwendt. De fiscaliteit heeft een sociale rol. Gelet op de beperkte middelen dient een verlaging van de lasten daar te gebeuren waar dit het meest sociaal verantwoord is.

Tijdens de regeringsvorming heeft Open Vld gepleit voor maatregelen ten gunste van de langstlevende echtgenoot. Dit is en blijft een prioriteit.

Mevrouw Anne Sylvie Mouzon denkt niet dat haar fractie het voorstel van ordonnantie zal goedkeuren, zolang ze niet op de hoogte is van de budgettaire gevolgen van de maatregel. De percentages zijn vastgesteld in een geheel, rekening houdend met het begrotingsevenwicht. Als het tarief gewijzigd wordt, dan is de PS-fractie een grote

publique ou privée qui fait ou non l'objet d'un agrément assorti d'un contrôle.

Il est curieux que la fondation de la Reine Fabiola ait suscité tant de tollés. Il est évident que le système permet d'échapper aux droits de succession. Il n'est pas plus choquant que la Reine Fabiola utilise cette possibilité alors que d'autres le font.

De nombreuses fondations accomplissent un travail utile. C'est pourquoi il faut revoir les critères de reconnaissance des activités sociales, collectives d'une fondation ou d'une ASBL pour attribuer des taux préférentiels. La proposition d'ordonnance mérite d'être affinée puisqu'elle se limite à réduire les taux.

À propos du dumping fiscal avec les autres Régions, il conviendrait d'examiner minutieusement les taux applicables tant pour les droits de succession que pour les droits de donation et voir s'il existe des réciprocitys entre les entités.

L'oratrice cite l'exemple des donations en Wallonie aux institutions publiques, y compris celles de la Région bruxelloise.

Dire que la diminution des recettes se trouve compensée par le travail effectué par les ASBL revient à préconiser la suppression de la Région bruxelloise dont l'ensemble des activités pourrait être repris par des ASBL.

Mme Marion Lemesre note dans les réactions des autres commissaires la nécessité d'une évaluation du dispositif fiscal pour mieux mesurer l'impact des mesures proposées. Trop d'impôt tue l'impôt. Le taux de succession pour les collatéraux est manifestement excessif. Il est cause du développement d'une ingénierie fiscale au détriment de ceux qui créent véritablement des fondations dans un but d'intérêt général. En revoyant ce taux d'imposition des collatéraux, on évitera ce type de tentations.

Le ministre Guy Vanhengel répond à la question de M. Joël Riguelle que ses services estiment sur la base d'un premier calcul rapide que le coût de cette opération est de 1,6 million d'euros. La clef de la problématique soulevée réside en partie dans la reconnaissance des ASBL concernées. Que les ASBL qui souhaitent bénéficier d'un meilleur taux s'adressent directement au ministre fédéral pour obtenir une reconnaissance. Elle ne se fait pas sans obligations. Elle impliquera la transparence dans les comptes, le dépôt de bilan, etc.

À propos des priorités fiscales du gouvernement, le ministre indique à Mme De Pauw que l'accord du Gouvernement accorde la priorité à la succession du domicile conjugal. Celui-ci devrait être exonéré de droits de succession pour le partenaire survivant. Les objectifs budgétaires seront atteints en 2012 et il sera possible

voorstander van verschillende percentages naargelang het legaat bestemd is voor een openbare of private instelling die al dan niet erkend en aan controle onderworpen is.

Het is eigenaardig dat de stichting van Koningin Fabiola zo'n storm van protest heeft opgewekt. Het spreekt voor zich dat de regeling het mogelijk maakt om aan de successierechten te ontsnappen. Als koningin Fabiola van die mogelijkheid gebruikmaakt, is dat niet choquerender dan wanneer anderen dat doen.

Talrijke stichtingen leveren nuttig werk. Daarom moeten de criteria betreffende de erkenning en de collectieve sociale activiteiten van een stichting of vzw herzien worden om een voorkeurtarief toe te kennen. Het voorstel van ordonnantie dient te worden verfijnd, aangezien het er zich toe beperkt de percentages te verlagen.

Wat de fiscale dumping met de overige Gewesten betreft, zou men het tarief van de successierechten en dat van de schenkingsrechten minutieus moeten onderzoeken en nagaan of er reciprociteit tussen de deelgebieden bestaat.

De spreekster haalt het voorbeeld aan van schenkingen in Wallonië aan overheidsinstellingen met inbegrip van die van het Brussels Gewest.

Als men beweert dat de vermindering van de ontvangsten gecompenseerd wordt met het werk van de vzw's, zegt men eigenlijk dat het Brussels Gewest afgeschaft zou kunnen worden en dat al zijn taken zouden kunnen worden overgenomen door de vzw's.

Mevrouw Marion Lemesre leidt uit de reacties van de andere commissieleden af dat de fiscale regeling geëvalueerd moet worden om een nauwkeuriger beeld van de impact van de voorgestelde maatregelen te krijgen. Te veel belastingen doden de belastingen. Het tarief van de successierechten voor de verwanten in de zijlijn is duidelijk buitensporig. Het leidt tot de ontwikkeling van fiscale spitstechnologie, die ten koste gaat van degenen die stichtingen oprichten om het algemeen belang echt te dienen. Een herziening van het tarief voor de verwanten in de zijlijn zal dat soort verleidingen voorkomen.

In zijn antwoord op de vraag van de heer Joël Riguelle wijst minister Guy Vanhengel erop dat zijn diensten op basis van een eerste snelle berekening de kosten van de hervorming op ongeveer 1,6 miljoen euro ramen. De kern van de aangekaarte problematiek zit in de erkenning van de betrokken vzw's. Vzw's die een gunstiger tarief wensen, moeten zich maar rechtstreeks tot de federale minister wenden om erkend te worden. De erkenning gaat gepaard met verplichtingen zoals transparantie in de rekeningen, het indienen van een balans enz.

Wat de fiscale prioriteiten van de regering betreft, wijst de minister mevrouw De Pauw erop dat het regeerakkoord voorrang verleent aan de erfenis van de gezinswoning. De langstlevende partner zou vrijgesteld moeten zijn van successierechten op de gezinswoning. De begrotingsdoelen zullen in 2012 gehaald worden en het zal mogelijk zijn om in

d'atteindre le trajet prévu en 2015, notamment à cause du refinancement de la Région. Si tout se déroule tel que prévu, cet aspect de l'accord de Gouvernement sera également mis en œuvre. Les services du ministre ont déjà commencé à préparer les textes et la mesure se chiffre autour des 20 millions d'euros.

Mme Zakia Khattabi rappelle que son groupe en 2002 n'a pas soutenu la réforme fiscale. Déjà à l'époque se posaient des questions pour certaines ASBL et fondations. Le texte proposé ne permet pas de séparer le bon grain de l'ivraie. Tant que c'est le cas, le groupe Écolo n'est pas prêt à le soutenir.

Mme Françoise Schepmans entend les propos tenus et regrette que ne soient pas entendues les associations regroupées dans l'association EMO qui tente de sensibiliser au legs. Ces associations sont pourtant reconnues et elles sont honorables.

L'actualité tombe mal : une seule fondation pose problème et Mme Schepmans regrette la généralisation qui est faite. Les autres associations ne seront pas heureuses d'entendre les considérations qui sont faites et les justifications faites pour ne pas devoir les soutenir.

Le ministre comprend les soucis exprimés, mais il réitère la faculté de se faire reconnaître par le ministre fédéral. Il souligne les appartenances politiques des uns et des autres qui devraient faciliter la démarche.

Mme Françoise Schepmans rappelle que l'agrément fédéral leur impose 12,5 %, alors qu'en Région flamande et wallonne des taux de 8,8 et 7 % s'appliquent. Le texte propose 6,5 %.

M. Joël Riguelle remercie le ministre de l'évaluation. Compte tenu des implications budgétaires, M. Riguelle comprend que le texte ne puisse être voté. Le cdH est sensible à l'associatif et soutient les ASBL. Une phrase de l'accord du gouvernement les concerne. C'est pourquoi il espère que le Gouvernement avancera à leur sujet lorsqu'il présentera un ensemble de réformes fiscales.

Mme Zakia Khattabi partage l'avis de Mme Mouzon. Il convient de comparer ce qui est comparable. L'apport n'est pas taxé à Bruxelles alors qu'il l'est en Flandre. Cette réflexion globale était un préalable avant de déposer cette proposition de texte.

III. Discussion des articles et votes

Article 1^{er}

Cet article ne suscite aucun commentaire.

2015 op schema te zitten, onder meer door de herfinanciering van het Gewest. Indien alles verloopt zoals gepland, zal ook dat aspect van het regeerakkoord uitgevoerd worden. De diensten van de minister zijn al begonnen met de voorbereiding van de teksten. De maatregel zou ongeveer 20 miljoen euro kosten.

Mevrouw Zakia Khattabi wijst erop dat haar fractie de fiscale hervorming in 2002 niet heeft gesteund. Toen al rezen er vragen voor bepaalde vzw's en stichtingen. De voorgestelde tekst maakt het niet mogelijk om het kaf van het koren te scheiden. Zolang dat zo blijft, is de Ecolo-fractie niet bereid de tekst te steunen.

Mevrouw Françoise Schepmans neemt akte van de opmerkingen en betreurt dat de verenigingen die vertegenwoordigd worden door de vzw EMO, die het legaat tracht te promoten, niet gehoord werden. Die verenigingen zijn nochtans erkend en achtenswaardig.

De actualiteit gooit roet in het eten: één enkele stichting zorgt voor problemen. Mevrouw Schepmans betreurt de onterechte veralgemening. De andere verenigingen zijn niet gelukkig met de overwegingen en redenen die aangevoerd worden om ze niet te steunen.

De minister begrijpt de bezorgdheid, maar wijst opnieuw op de mogelijkheid om zich door de federale minister te laten erkennen. Hij onderstreept de politieke achtergrond van de enen en de anderen waardoor die stap makkelijker zou zijn.

Mevrouw Françoise Schepmans wijst erop dat de federale erkenning een tarief van 12,5% oplegt, terwijl het Vlaams en Waals Gewest respectievelijk 8,8% en 7% opleggen. De tekst stelt 6,5% voor.

De heer Joël Riguelle dankt de minister voor de evaluatie. Rekening houdend met de budgettaire gevolgen, begrijpt de heer Riguelle dat de tekst niet kan worden goedgekeurd. De cdH is begaan met de verenigingen en steunt de vzw's. Een zin uit het regeerakkoord is op hen van toepassing. Daarom hoopt hij dat de regering met hen rekening zal houden wanneer ze een geheel van fiscale hervormingen zal voorleggen.

Mevrouw Zakia Khattabi is het eens met mevrouw Mouzon. Men moet vergelijken wat vergeleken kan worden. De inbreng wordt niet belast in Brussel, maar wel in Vlaanderen. Deze algemene reflectie was nodig voordat het voorstel werd ingediend.

III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikel 1

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

Vote

L'article 1^{er} est rejeté par 9 voix contre 5 et 1 abstention.

IV. Vote sur l'ensemble

La proposition d'ordonnance, dans son ensemble, est rejetée par 9 voix contre 5 et 1 abstention.

– *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

Le Rapporteur,

Eric TOMAS

La Présidente,

Françoise DUPUIS

Stemming

Artikel 1 wordt verworpen met 9 stemmen tegen 5 bij 1 onthouding.

IV. Stemming over het geheel

Het voorstel van ordonnantie wordt in zijn geheel verworpen met 9 stemmen tegen 5 bij 1 onthouding.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

De Rapporteur,

Eric TOMAS

De Voorzitter,

Françoise DUPUIS